

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

ARRETE DU MAIRE CD - N° 2023 - 11

AUTORISATION D'INTERVENIR SUR LE DOMAINE PUBLIC

TRAVAUX - 221 ALLEE DES ORMEAUX

Autorisation du 1er, 2ème et 3 ème groupe

Autorisation du 4ème

Le Maire de Castelnaudary,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-22-1, L 2213-1, L 2213-2 1er et 2éme et L 2213-6,

Vu le Code de la Voirie routière et notamment les articles L 115-1 à L 116-8 et L 141-2 à L 141-12 R 115-1 à R 116-2 et R 141-12 à R 141-22.

Vu le règlement de voirie de la Ville de Castelnaudary, adopté par délibération en date du 18 mai 2009.

ARRETE

Article 1: L'autorisation demandée par

Pétitionnaire SARL TOFFOLI

Adresse 7 ROUTE DE L'ARIEGE

11240 BELVEZE DU RAZES

Date de la demande

18/12/2023

Lieu d'intervention

221 ALLEE DES ORMEAUX

11240

BELVEZE DU RAZES

Description des travaux

TERRASSEMENT POUR RACCORDEMENT ELECTRICITE

Téléphone

SARL TOFFOLI

7 ROUTE DE L'ARIEGE

Adresse

04 68 69 00 91

Indicatif pour les pays étrangers

Entreprise chargée des travaux

Fax

Courriel

Description du matériel fixe et roulant de chantier au sol

Début et fin des travaux du 05/01/2024 au 06/01/2024

dict@toffolitp.com

est accordée aux conditions mentionnées ci après

MISE EN PLACE DE MATERIEL ET D'ENGIN DE CHANTIER

Mesures règlementaires

La signalisation temporaire est à la charge du pétitionnaire et devra être conforme à la réglementation en vigueur. Les travaux devront être conformes au règlement de voirie. Ne rien rejeter de solide (granulats ou sable ou autre) dans les réseaux. Ne rien dégrader, laisser la zone propre. Prévoir un cheminement sécurisé pour les piétons si besoin. Si cela s'avère nécessaire le revêtement et la structure de la zone utilisée sur le domaine public devront être reprises

Commentaires



Article 2 : les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 3 : la signalisation nécessaire, résultant des mesures réglementaires à mettre en œuvre pour les travaux, doit être mise en place 72 heures avant l'ouverture du chantier sous la responsabilité de l'entrepreneur et du demandeur qui le fera constater par la police municipale.

Article 4: les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procès-verbal et la répression en sera poursuivie conformément à la loi.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à : Monsieur le Préfet, M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur des Services Techniques, M. le Chef de Corps des Sapeurs Pompiers, M. le Commandant de la Brigade Autonome de Gendarmerie Nationale, M. le Chef de la Stan, et au bénéficiaire pour notification.

Fait à Castelnaudary le jeudi 4 janvier 2024

Publication le 0 5 JAN. 2024 Jacqueline RATABOUIL